

Retour sur un puissant malaise... La place des convictions dans l'école. Peut-on critiquer les cours de religion ?

Jean Leclercq

Professeur de philosophie à l'Université de Louvain

Nous sommes en janvier 2008. Le Cecafof me demande de participer à une journée de formation des professeurs de religion catholique et de donner une conférence sur la place des religions à l'école.

Je l'accepte bien volontiers car ce sujet sociétal m'intéresse depuis longtemps et parce que je suis, à ce moment, en contact rapproché avec mon ami Régis Debray, avec lequel je discute depuis longtemps sur la notion de « fait religieux », suite à son rapport pour le Ministre Jack Lang. Cependant, en donnant mon accord au Cecafof, je revendique le principe de la liberté académique pour faire valoir une opinion personnelle.

Les professeurs sont venus très nombreux et je prends la parole pour tenir quelques hypothèses de travail que je ne fais que pointer ici. Celles-ci sont bien sûr de nature théorique et n'ont pas la prétention de rechercher une application pratique immédiate à un problème socio-politique, mais aussi économique et pédagogique d'une grande complexité.

Par-delà « guerre et paix » scolaires – qui ne doivent pas devenir un mythe ou un indépassable – je dis avec sérénité que je suis un partisan du réseau unique, mais que je suis bien entendu plus que réaliste sur ce sujet complexe et qui marque profondément notre histoire.

En analysant la place et la portée du fait religieux dans nos sociétés post-modernes, je fais l'hypothèse qu'une éducation citoyenne et responsable à la présence du religieux (aux multiples facettes) s'impose comme une nécessité sociétale et politique, si l'on veut que la compréhension demeure entre les convictions et croyances.

Conséquemment, pour ce qui relève des aspects didactiques et pédagogiques, je plaide pour le choix des outils scientifiques et critiques qu'une méthodologie d'approche rigoureuse du fait religieux exige, en expliquant que ceci porte le nom précis d'une discipline qui s'est construite à partir d'une histoire précise : les sciences des religions.

Faisant un pas de plus, je tiens à dire que je ne pense pas que les cours de religions – en l'état – ont leur place dans notre système d'enseignement car ils ont essentiellement une portée convictionnelle et catéchétique ; je plaide pour plus de critique, plus de culturel et moins de cultuel. J'attire aussi la confusion agaçante qui consiste à parler de « cours philosophiques », ce qui me semble manquer de reconnaissance eu égard à la philosophie elle-même, et à la façon dont on l'enseigne et dont on la pratique. Et professeur de philosophie, je ne peux m'empêcher d'évoquer la nécessité qui me semble urgente d'intégrer la dimension de la philosophie, comme pratique rigoureuse, dans le cursus de formation de nos étudiants du secondaire.

Je fais aussi valoir qu'en Fédération Wallonie-Bruxelles la formation des élèves n'est pas pensée sur un mode juste et égalitaire, relativement à ces questions dont la portée est certes historique, en sorte que cela ne peut que déboucher sur un renforcement de la portée catéchétique et convictionnelle de ces cours, puisque c'est à chaque fois UNE conviction qui est au centre du dispositif pédagogique. L'enseignement, par ce particularisme, manque les visées universelle et critique qui permettent de

mettre en scène les différents systèmes de croyances et de convictions, au gré d'une approche factuelle, comparative et critique.

Enfin, je fais aussi valoir que le principe fédérateur de laïcité est, selon moi, un principe supérieur et inclusif qui ne peut être mis sur le même pied que celui des convictions religieuses qui sont malgré tout exclusives entre elles, en raison de leur dimension normative et naturellement en raison de leur prétention véridique.

Je rappelle également, en contexte belge, la réflexion décisive et précieuse sur la notion de « neutralité » et les acquis issus des travaux et décisions du Législateur. Dans le contexte de la fin de l'ère du théologico-politique qui caractérise l'aventure de la Modernité et la séparation des Églises et des États, c'est donc la Raison publique démocratique et partageable par tous qui doit assurer la co-vivance des formes des croyances et des convictions. Ceci peut se traduire dans un système éducatif qui entend prendre en charge les diverses dimensions du vivre-ensemble, dans une société pluri-culturelle et pluri-convictionnelle.

À la fin de ma conférence, je prends bien vite la mesure que l'auditoire a été très fortement interpellé par ce discours d'ouverture et de créativité et – chose toujours un peu gênante au regard des autres intervenants – au moment des questions/réponses, toutes les interventions du public sont essentiellement pour moi...Je réponds avec patience et tact, tout en mesurant une profonde adhésion de la part de nombreux professeurs et, dans leurs remarques, le souhait d'un changement profond de stratégie pédagogique, d'autant qu'ils mentionnent que ce qu'ils font ne correspondent plus à l'état des mentalités de leurs étudiant(e)s, voire à leurs propres croyances et convictions.

A la lumière de cette tentative de description de cette séance mémorable, je me permets de renvoyer à deux échanges écrits. Un premier vient d'une personne responsable du Cecafof et de la formation des Maîtres. Son courriel est virulent mais paradoxalement il dit bien que ce que je mets en question est une réalité indéniable, surtout quand il ose parler de « l'événement Jésus-Christ » ! J'y ai fermement réagi car il était calomnieux à mon égard, en émettant l'idée du mépris, ce qui ne fut pas le cas et ne me correspond pas ! Mais il est vrai que cette personne se contredisait quelque peu puisqu'elle avouait aussi qu'elle avait quitté la salle, non sans fracas d'ailleurs.

Le deuxième courriel que je joins est celui d'un groupe de professeurs de religion catholique. La lecture en est suffisamment longue ! Ils ont en tout cas raison d'affirmer ceci : « Qui aurait quelque chose à craindre d'une parole libre ? »

===

Bonjour Monsieur Leclercq,

Dans ma naïveté, je pensais que le philosophe était quelqu'un qui questionnait la réalité et se laissait questionner par elle en refusant de se laisser enfermer dans une seule vérité. Ce que j'ai vu et entendu lors de la journée pédagogique des professeurs de religion ce vendredi m'a laissée plus que perplexe. J'ai entendu un discours fermé refusant de se laisser interpellé. Comprendons-nous bien. Je suis entièrement d'accord sur le fait que l'on puisse questionner la professionnalité des cours philosophiques. Mais déontologiquement, il faut se demander en quel lieu ? La formation à la neutralité que doit recevoir maintenant tout futur enseignant peut poser de telles questions, le pouvoir politique et religieux aussi, et là il est heureux d'avoir l'éclairage de plusieurs points de vue.

Par contre, je ne pense pas que devant des professeurs de religion, certains encore très jeunes, ce discours soit constructif. Alors qu'ils donnent le meilleur d'eux-

mêmes pour mettre en œuvre un nouveau programme - dont ils n'ont pas choisi le caractère confessionnel - la finalité de celui-ci a été clairement mise en cause, voire ridiculisée notamment dans son approche par compétences. Qu'on le veuille ou pas, cette approche est un choix éducatif et politique qui est imposé à l'école maintenant et je pense qu'il a toute sa pertinence quand on comprend que la compétence a d'abord comme objectif de situer le savoir dans des situations et ainsi de lui donner du sens. Que des enseignants applaudissent contre les compétences à partir du discours de l'orateur lors d'une formation continuée me paraît relever de la démagogie.

Qu'on le veuille ou pas, la finalité du programme de religion est clairement celle d'une construction de sens à partir d'une lecture de la vie et de sa relecture à la lumière de l'événement Jésus-Christ. Cela n'élimine pas la place du savoir. C'est pourquoi les professeurs de religion n'ont pas à porter la responsabilité de la carence en culture chrétienne que l'on constate aujourd'hui. Ma perplexité se transforma en colère lorsque je vis le mépris avec lequel les questions posées par les participants ont été traitées. Où était-on ? Quel enseignant, quel professeur d'université peut-il se permettre de se moquer de la sorte de ses élèves, de son public, déjà rien que par la manière dont il lit ces questions ? J'espère que le cours de religion, s'il n'apporte peut-être pas tout le savoir que certains souhaitent, donne au moins aux élèves le droit d'interroger le professeur sur ses certitudes et que leurs questions sont accueillies avec tout le respect qui leur est dû. J'ai préféré quitter les lieux pour ne pas, à mon tour, risquer de manquer de respect vis-à-vis de l'orateur que j'invite cordialement dans des classes du secondaire. Il pourra se rendre compte qu'après tous ses efforts et toutes ses prouesses pédagogiques pour transmettre un savoir religieux, certains élèves répondront encore lors de l'examen que le Dieu des chrétiens s'appelle Allah et que Martin Luther King est le fondateur du protestantisme. Pourvu que ces élèves ne se retrouvent pas un jour à un cours de sciences religieuses sur les bancs de l'université !

Bien à vous, X

===

Monsieur le Professeur,

Les idées que vous avez présentées et défendues dans votre conférence et dans vos interventions du 25 janvier à la formation du Cecafof nous ont été interpellés, c'est le moins que l'on puisse dire. Nous étions six professeurs de religion (...) et nous trouvons vos propositions pour le moins intéressantes. Vous avez bien décrit les difficultés que rencontre le cours de religion catholique confessionnel tel qu'il est prévu et organisé aujourd'hui et plusieurs d'entre nous ont reconnu la situation vécue en classe.

Dès lors, votre proposition d'un cours initiant les jeunes au fait religieux rejoint les questions sinon les souhaits de plus d'entre nous. Nous estimons qu'il conviendrait de poursuivre la réflexion avec toutes les personnes concernées, y compris les professeurs de religion du primaire et du secondaire, bien entendu.

Nous avons conscience des modifications importantes qu'un changement de cours impliquerait aux plans pédagogique, philosophique et même politique (le pacte scolaire). Cependant, il nous semble que la nouvelle perspective que vous soutenez doit être analysée en profondeur et dans la sérénité. Le débat doit être ouvert. Qui aurait quelque chose à craindre d'une parole libre ?

Des échos nous sont parvenus qui disent que vous avez reçu du courrier hostile. Nous tenons à vous signifier notre soutien et à vous rappeler notre désir de poursuivre

la réflexion. En vous souhaitant bonne réception de la présente, veuillez agréer l'expression de nos sentiments respectueux.

===

Voici quelques articles pour poursuivre :

Jean Leclercq, « Enseignement des faits religieux et catholicisme », dans *Neutre et Engagé*, ss la direction de B. Decharneux et J.L. Wolfs, Bruxelles, Éditions E.M.E, **2010**, pp. 179-186 ;

-, « L'identité et sa nécessaire autonomie. Le christianisme serait-il antimoderne ? », dans *Mutations des religions et identités religieuses*, sous la direction de J.-P. Delville, Paris, Mame-Desclée, **2012**, pp. 165-174 ;

-, « Les religions, le religieux et la raison démocratique », dans *Croire, savoir. Quelles pédagogies européennes ?*, sous la direction de L. Collès et R. Nouailhat, Bruxelles, Éditions Lumen Vitae (coll. « Haubans » n°7), **2013**, pp. 121-134.